



Une alphabétisation libératrice pour transformer Haïti

Jean-Yves Blot

Les Haïtiennes des campagnes et des bidonvilles voient leurs droits bafoués quotidiennement. Dominées à la maison, exploitées au travail, empêchées de s'instruire, elles ne peuvent envisager un meilleur avenir sans une transformation en profondeur des structures sociales et politiques de leur pays.

L'analphabétisme doit être considéré comme un sujet de préoccupation nationale si l'on souhaite qu'Haïti réunisse toutes les conditions devant mener à une véritable campagne d'alphabétisation.

Des expériences comme celles du Service œcuménique pour le développement et l'éducation populaire (SEDEP) permettent de raviver l'espoir en un changement socioculturel possible pour les exclus — en grande partie les femmes — de la société haïtienne.

Institution non gouvernementale, le SEDEP fait notamment de l'alphabétisation auprès des paysans, des paysannes et des gens des bidonvilles, tous issus des couches sociales jugées les plus marginalisées de la société haïtienne. Depuis 1992, il organise des séances de formation de monitrices en alphabétisation pour des femmes venant de Cité-Soleil et du département du Sud-Est, plus particulièrement de Cap-Rouge, une

section communale de Jacmel, ainsi que de Cayes-Jacmel et de Marigot, mais aussi du département du Nord.

Cette formation permet ensuite de créer des centres d'alphabétisation, appelés Centres Alpha, et de faire de la post-alphabétisation, niveau de connaissance approfondie tant sur le plan théorique que technique.

Après avoir présenté le contexte sociologique des futures monitrices, nous allons aborder directement la formation en insistant plus sur sa dimension conscientisante que sur ses aspects techniques.

Contexte sociologique haïtien

Haïti compte une population de huit millions d'habitants et d'habitantes dont le quart est forcé d'émigrer pour des raisons économiques et politiques. Le pays a un revenu *per capita* de 250 \$ US l'an. Les résultats d'Emmanuel Ade¹ révèlent l'existence de quatre groupes d'intérêts ou classes sociales en Haïti :



- 1. La classe dominante et (ou) oligarchique**, qui représente 4 % de la population, mais qui dispose de 66 % des ressources du pays ;
- 2. La classe moyenne**, qui regroupe 16 % de la population et qui dispose de 14 % des ressources économiques et culturelles, notamment la formation ;
- 3. Les classes dominées ou pauvres**, qui constituent la grande majorité de la population, soit 70 % des Haïtiens et des Haïtiennes, mais qui ne disposent que de 20 % des ressources nationales ;
- 4. Un autre groupe de marginaux**, qui représente 10 % de la population, mais qui ne dispose d'aucune ressource connue.

En somme, 80 % des Haïtiens et des Haïtiennes vivent au-dessous du seuil de la pauvreté absolue avec moins d'un dollar américain par jour par famille, c'est-à-dire dans des conditions inhumaines. Ils forment une catégorie marginale qui regroupe une pluralité d'individus (paysans, paysannes, chômeurs, chômeuses, travailleurs et travailleuses domestiques ou indépendants, ouvriers, ouvrières, etc.). C'est ce que Franklin Midy² appelle l'exclusion sociale, valeur intrinsèque au système social haïtien. Cette politique d'exclusion se retrouve dans le domaine de la santé, de la nutrition, du logement et de l'éducation.

Le système scolaire haïtien s'est toujours caractérisé par sa défaillance, son inefficacité et sa désuétude. Il ne tient nullement compte du milieu social, culturel, économique et politique dans lequel évolue l'enfant. En ce sens, l'école ne saurait aider ce dernier à agir sur son milieu environnemental ou à le transformer, même si ces termes abondent dans les discours officiels: « Favoriser la formation de l'homme-citoyen-producteur capable de modifier les conditions naturelles, de créer des richesses matérielles et

de contribuer à l'épanouissement des valeurs culturelles, morales et spirituelles. »

Selon le *Plan national d'éducation et de formation*³, moins de 25 % des enfants en âge de scolarisation avaient accès à l'école en 1995 et plus d'un million d'enfants ne pouvaient pas fréquenter d'établissement scolaire. Pourtant, dans les années 80, le nombre d'écoles a augmenté considérablement. Beaucoup de parents ont consenti à des sacrifices énormes pour envoyer leurs enfants à l'école. Mais en même temps, il faut reconnaître que cet accroissement quantitatif s'est accompagné d'une baisse de la qualité de l'enseignement. Là où les bâtiments faisaient défaut, des hangars, des dépôts et même les cours des maisons ont été utilisés comme espaces pour faire fonctionner des écoles. Présentement, ce sont des organisations non gouvernementales (ONG), et particulièrement des confessions religieuses, qui suppléent à cette absence de l'État, souvent dans des conditions pitoyables : manque d'espace vital, de cour pour la récréation, de latrines, d'eau potable, de bancs ou de tableaux, de matériel scolaire...

Une formation basée sur l'analyse et la réflexion

Pour le SEDEP, l'alphabétisation passe d'abord par la formation de monitrices ; en ce sens, l'expérience

Le système scolaire haïtien s'est toujours caractérisé par sa défaillance, son inefficacité et sa désuétude. Il ne tient nullement compte du milieu social, culturel, économique et politique dans lequel évolue l'enfant.



d'alphabétisation est indirecte. On forme des femmes, de milieu paysan ou venant d'un bidonville⁴, qui réaliseront ensuite le travail avec un accompagnement logistique de l'institution.

Au début du processus, le SEDEP rencontre l'équipe de formation pour établir la durée du séminaire, de même que pour faire le point sur ce qui a déjà été réalisé avec les participantes et évaluer leur niveau d'instruction et d'engagement. On définit ensuite le programme et le matériel didactique requis. La formation comprend deux grandes parties: la première, théorique, porte sur l'aspect conscientisant qui lie analphabétisme-alphabétisation et féminisme ; la seconde, technique, touche à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.

Première partie théorique ou conscientisante

Analphabétisme et alphabétisation

Les participantes sont réparties en équipes, dont elles choisissent le nom. Il peut y avoir des trouvailles comme *A la Rive* (*on y arrivera*, symbolisant l'espoir), *Étoile*, *Combattantes*, *Choucounne* (symbole de la belle Noire haïtienne), *Fanm lakay* (*femmes natives*, symbolisant l'enracinement culturel). Ensuite, les membres se présentent en déclinant leur nom, leur prénom, la région d'où elles viennent, le groupe ou l'organisation dont elles font partie... Dans cette mêlée, l'équipe de formation discute du thème de la session : alphabétisation, un des outils de libération des femmes.

- Le problème de l'analphabétisme

Ce volet du séminaire amène les participantes à réfléchir sur les questions suivantes : Qu'est-ce que l'analphabétisme? Comment vivent les analphabètes? Pourquoi la situation des analphabètes ne change-t-elle pas ? Qui a intérêt à combattre l'analphabétisme ? Quelle forme d'actions doit-on entreprendre pour atteindre cet objectif? Cet exercice leur permet de constater que l'État est responsable du manque crucial

d'écoles et de l'état déplorable de celles qui existent. Les participantes analysent leur situation au point de vue social, politique, économique et culturel. Elles en arrivent vite à conclure que l'État n'a aucune intention de mener une véritable campagne d'alphabétisation, car il doit maintenir tel quel le système d'exploitation et d'oppression, dans l'intérêt des possédants. À ce stade, l'alphabétisation doit non seulement aider à lire et à écrire, mais également à réfléchir pour agir sur la réalité que les participantes vivent quotidiennement. Toute alphabétisation véritable doit les aider à affirmer leurs valeurs et à développer leurs capacités comme personnes en général et comme femmes en particulier. Elles en concluent généralement que ce sont ceux et celles qui sont victimes d'exploitation, de domination, d'injustice et d'oppression qui ont intérêt à travailler pour le changement social. Et pour cela, il faut former des monitrices en alphabétisation, afin de faire valoir leurs revendications sociales, et mettre sur pied les organisations populaires correspondantes.

- Conception théorique de l'alphabétisation

La réflexion sur l'analphabétisme débouche habituellement sur une critique du système scolaire haïtien, considéré comme un système qui renforce l'exclusion sociale, car son enseignement traditionnel pratique le bourrage de crâne sans se soucier de l'environnement sociologique de l'individu. Ce système scolaire crée beaucoup de préjugés chez les enfants, car il affirme notamment la supériorité du français sur le créole.

Ensuite, on établit la différence entre l'alphabétisation fonctionnelle et l'alphabétisation conscientisante.

L'alphabétisation fonctionnelle se contente de faire des gens de simples producteurs ou consommateurs du système. Même si cette forme d'alphabétisation leur permet de lire et d'écrire, elle ne les aide pas à réfléchir, ni à analyser leur société inégale, encore moins à découvrir la nécessité de s'organiser pour transformer leur réalité. Par contre, l'alphabétisation conscientisante incite les alphabétisées à s'interroger



sur le mode de société dans laquelle elles vivent et à s'investir, dans les organisations mêmes de cette société, pour la transformer. Ainsi, l'alphabétisation marche de pair avec la sensibilisation, la conscientisation, l'organisation et la mobilisation.

L'alphabétisation conscientisante incite les alphabétisées à s'interroger sur le mode de société dans laquelle elles vivent et à s'investir, dans les organisations mêmes de cette société, pour la transformer.

- Les autres expériences d'alphabétisation dans le monde

Après avoir parlé de l'analphabétisme et des conceptions théoriques de l'alphabétisation, on passe en revue les différentes expériences d'alphabétisation menées à l'échelle internationale. On analyse notamment l'expérience de la Chine populaire, de Cuba, du Nicaragua révolutionnaire, du Mexique et de la Guinée-Bissao. On en arrive généralement à la conclusion que dans les pays où sévissent la corruption, l'exploitation, l'oppression et la manipulation idéologique, aucune alphabétisation sérieuse n'est possible. Dans ce cas, il s'agit de *bluff*, de propagande idéologique comme au Mexique à l'époque du programme Éducation fondamentale. On s'attarde souvent sur l'expérience du Nicaragua qui a réussi à alphabétiser plus de 50 % d'une population qui ne savait ni lire ni écrire. Pour cela, l'État a dû mobiliser les médias (radio, journaux, télévision) afin de faire de la sensibilisation. Finalement, on passe en revue les différentes expériences d'alphabétisation qui se sont soldées par des échecs. Que l'on parle de l'ONPEP, l'ONAAC, du KONADEC, aucun résultat valable n'a été

obtenu puisque les revendications fondamentales des masses ont été repoussées ou passées sous silence.

- Histoire de la langue créole

Par ce volet, on répond à certaines questions : Quel rôle le créole a-t-il joué dans la lutte de libération du peuple haïtien, de l'esclavage à nos jours? Quel genre de relation existe-t-il entre le créole et le français?

Le créole est une création originale du peuple haïtien, qui lui a permis de communiquer avec ses proches, tout en contrant les formes de division que le colon avait installées chez la population. Même après le départ de ce dernier, le créole a continué de résister face au français, devenu langue officielle bien que parlé par moins de 5 % de la population. Le créole, lui, parlé par la totalité de la population, a toujours été considéré comme une langue marginale.

Les participantes prennent conscience du fait que le créole a joué un rôle important dans la lutte politique contre la dictature des Duvalier et que cela a incité les constituants de 1987 à reconnaître le créole comme langue officielle, au même titre que le français. Elles constatent qu'il faut continuer à lutter pour l'avancement de la langue créole, contre les préjugés dont elle est l'objet et contre les influences qu'elle subit de la part de la France et des États-Unis. Toute véritable campagne d'alphabétisation ne peut se faire en excluant la langue du peuple. Cela est un acte éminemment politique !

La dimension féministe

Ce deuxième élément de conscientisation s'attarde sur le vécu et l'expérience des femmes. Après analyse de leur situation, des perspectives de solution sont définies.

- Le vécu et l'expérience comme femmes et citoyennes

On explore d'abord le vécu dans la société, particulièrement au travail, à l'école, dans les lieux publics, avec les autres femmes et avec les garçons.



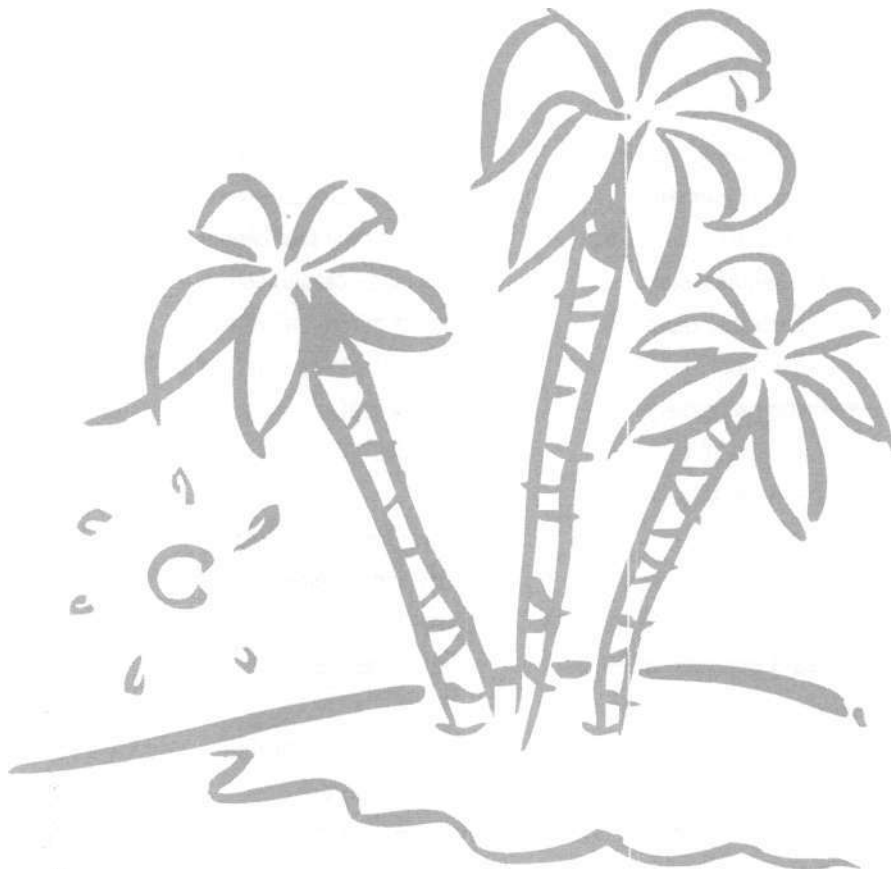
En usine, les participantes disent pour la plupart qu'elles travaillent autant, sinon plus, que les hommes, alors qu'elles touchent un salaire moindre. Elles n'ont aucune sécurité sociale et sont victimes de toutes formes de pressions sexuelles de la part du supérieur immédiat ou du patron. Et quand on ne cède pas aux avances, on peut perdre des avantages comme le chômage des jours fériés.

À l'école, on constate que les garçons ont toujours la priorité et que les filles sont marginalisées. De plus, une femme qui a des enfants ne peut pas continuer ses études alors que les hommes le peuvent sans aucun problème.

Dans les lieux publics, les participantes avouent généralement qu'elles subissent des agressions verbales, physiques et même armées.

En ce qui concerne leur relation avec d'autres femmes, elles disent subir des formes d'humiliation de la part de femmes plus aisées ou vivant en ville.

À propos de leur relation avec les garçons, elles mentionnent très souvent qu'on les oblige à se marier tôt (vers 17 ou 18 ans) et vierges. La femme mariée devient un objet que l'homme a choisi pour son argent. En ce sens, elle n'a aucune valeur, aucune identité sociale propre. Par ailleurs, les femmes subissent des pressions de la part des médecins. Elles ont nécessairement beaucoup d'enfants puisque les hommes refusent toute forme de contraception. Celles qui vivent dans les bidonvilles de Port-au-Prince disent qu'elles servent souvent de cobayes pour l'essai de certains médicaments et que parfois ces médicaments les rendent plus malades.





Après avoir réfléchi sur le vécu dans la société, on aborde ensuite le vécu à la maison, car les participantes passent habituellement une bonne partie de leur vie chez elles.

Tout le travail domestique repose sur les épaules des femmes, qui sont chargées également de l'éducation des enfants, alors que les hommes sont généralement absents. Celles qui ne travaillent pas à l'extérieur de la maison voient leur travail domestique ignoré purement et simplement. À la maison, la femme doit enfanter, sinon elle est battue et soumise à des travaux ardues qui peuvent entraîner la mort. Autrement dit, quand il n'y a pas d'enfants, la femme est l'unique responsable. Les femmes ont toujours des problèmes avec les parents de leurs maris, qui les dévalorisent et les injurient. Elles ne peuvent même pas avoir un ami alors que les hommes ont, au moins, deux à trois autres femmes à l'extérieur. Elles n'ont aucun droit à la parole, ni aux décisions importantes. Elles ne peuvent pas sortir de la maison, encore moins se distraire. Elles peuvent rarement envoyer leurs filles à l'école puisque cela est considéré comme une perte d'argent. Dans l'ensemble, les femmes disent subir beaucoup de violence et d'incompréhension de la part des hommes.

Les participantes abordent ensuite leur vécu comme citoyennes, dans la société et à la maison. Cet exercice leur permet de voir que bon nombre de problèmes ne leur sont pas exclusifs. En même temps, elles peuvent constater que toutes les femmes ne sont pas aux prises avec les mêmes problèmes dans la société et qu'elles ne vivent pas ces problèmes avec la même intensité. Le travail de réflexion s'articule autour de trois thèmes :

1. Les problèmes que vivent les hommes et les femmes dans la société (exploitation, chômage, injustice, analphabétisme, insécurité, répression syndicale, problèmes de santé...);
2. Les problèmes que vivent seulement les femmes (planning familial, pressions sexuelles, absence de

soins materno-infantiles, domination à la maison, autorisation du mari pour tout, virginité avant le mariage, absence de liberté sexuelle...);

3. Les problèmes que vivent seulement certaines femmes (santé, éducation, chômage, problèmes économiques...).

Ensuite, les femmes analysent leur situation comme êtres humains à la maison. Elles constatent généralement que leurs droits sont fondamentalement violés (droit à l'expression, droit à la dignité, droit à la distraction, droit à l'amitié, liberté de mouvement et d'association...).

On jette aussi un coup d'œil sur la situation de la femme haïtienne, qui représente 60 % de la population. En usine, où l'on emploie 90 % de femmes, le travail est très rude et conduit même à des hémorragies au moment des menstruations. Les femmes enceintes sont parfois exposées à des produits chimiques. Certaines finissent même par avoir des problèmes pulmonaires et oculaires allant jusqu'à la cécité. Les patrons préfèrent employer des femmes à cause de leur docilité et de leur soumission, et pour empêcher toute forme de syndicalisation. De cette manière, elles sont dans l'incapacité de s'organiser pour défendre leurs droits. La plupart du temps, les participantes en viennent à critiquer certains articles du Code du travail, comme l'article 18 : « Pour qu'une femme puisse trouver un travail dans une usine, son mari doit lui donner une autorisation. S'il refuse, la femme ne peut pas travailler, sauf si les autorités judiciaires le jugent nécessaire. » Puis, on cherche quel est le pourcentage de femmes à l'université, dans les centres ménagers, dans les écoles professionnelles et commerciales. Pour finir, on analyse la situation des femmes dans le monde à partir des documents des Nations unies.

- Analyse de la situation
et perspectives de solution

On fait appel à un anthropologue pour parler de l'inégalité sexuelle. Pourquoi les femmes ont-elles des



étiquettes « négatives » (poison, argent perdu, nourriture de porc, avocat pourri...) et des étiquettes « positives » (fleur, porcelaine, bijou, poupée...)? Ce voyage met en relief le système patriarcal qui domine l'Occident et qui traverse les sociétés esclavagistes, féodales et capitalistes.

Après avoir réfléchi sur la domination des femmes, les participantes peuvent plus aisément comprendre qu'il ne s'agit pas de fatalité mais de réalité historique. En conséquence, elles concluent rapidement que leur situation ne peut se modifier ni au foyer ni dans la société si la lutte pour le changement ne s'effectue pas sur le plan des structures sociales, car c'est la société qui produit et reproduit les inégalités sexistes. Et le changement social ne peut s'effectuer sans la transformation profonde de l'État ni en dehors d'un engagement résolu de la part des organisations populaires, des associations de la société civile et des organisations politiques.

Seconde partie technique où l'on fait l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul

La partie technique consiste à faire connaître la position et la forme des lettres, les techniques de reconnaissance des numéros, d'écriture, de transmission des signes de la lecture et de l'écriture et l'orthographe créole. Tous les termes et concepts émanant de la réflexion conscientisante constituent un réservoir de mots pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul.

1) ADE et GUENGUANT, *Rapport de symposium national sur la population et le développement en Haïti*, pour le compte de la secrétairerie d'État à la population, 1955.

2) Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Franklin Midy est connu pour ses analyses des mouvements sociaux en Haïti.

3) Publié en 1998.

4) Le secteur rural a toujours été marginalisé par rapport au secteur urbain. Le phénomène de l'aliénation culturelle est

L'insistance du SEDEP sur l'aspect conscientisant de l'alphabétisation ne signifie nullement une sous-estimation de l'aspect technique (lire, écrire, calculer). Au contraire, un temps tout au moins égal est imparti à ce dernier aspect. Toutefois, l'alphabétisation ne s'inscrit pas dans l'abstrait, mais dans le concret de la réalité vécue par les participantes, à la fois comme femmes haïtiennes et paysannes ou bidonvilloises de Port-au-Prince.

L'alphabétisation ne s'inscrit pas dans l'abstrait, mais dans le concret de la réalité vécue par les participantes.

Cette alphabétisation conscientisante entre dans la logique de participation des alphabétisées, considérées comme des sujets et non comme des tonneaux vides qu'il faut remplir. Les postulantes candidates à l'alphabétisation ont déjà une riche expérience dans leur vie quotidienne dont il faut tenir grandement compte.

Enfin, cette alphabétisation est une alphabétisation *libératrice* qui incite les femmes à s'interroger sur leur vie personnelle et sur celle de leur communauté, et à être parties prenantes des solutions à apporter pour la transformation de la société haïtienne.

tellement fort qu'on a toujours tendance à dévaloriser le rural et à survaloriser l'urbain. Les ruraux sont généralement considérés comme des « gros souliers », des personnages grossiers, des brutes, des sauvages, des personnes non raffinées et non moulues sur la culture occidentale. Pour fuir la misère et l'exploitation, ils laissent leur milieu et viennent grossir la population des bidonvilles. Et ce transfert du rural à l'urbain s'accompagne toujours d'une forme de déclassement ou même d'un appauvrissement culturel : perte de liens familiaux et amicaux, perte de relations de voisinage, milieu anonyme et violent, nouveau mode de vie basé sur l'argent et le *bluff*.